

ALSTOM : les grandes manœuvres capitalistes et les gesticulations du gouvernement (Communiqué de Lutte Ouvrière 65)

Patronat comme gouvernement nous serinent qu'il n'y a plus d'argent, qu'il faut se serrer la ceinture pour que les entreprises aillent mieux. Mais les grandes manœuvres capitalistes sont réparties à coups de dizaines de milliards. Après le rachat de SFR par Numericable, le groupe américain General Electric et l'Allemand Siemens sont en lice pour acheter la branche énergie d'Alstom.

Il y a de quoi être révolté par ce Monopoly capitaliste où les travailleurs sont vendus, achetés, loués, licenciés comme s'ils étaient des pions et sans, bien sûr, qu'ils aient leur mot à dire.

Mais l'agitation du gouvernement est tout aussi écoeurante. Il s'excite et fait mine d'œuvrer pour l'intérêt supérieur en poussant l'offre de Siemens. Mais Hollande et les ministres qui s'agitent autour de lui savent que la décision ne leur appartient pas. Ils savent que dans cette société le pouvoir est dans les mains de ceux qui détiennent les capitaux.

Si les grands actionnaires d'Alstom, à commencer par Bouygues, actionnaire pour 29%, trouvent plus d'intérêt à vendre à GE qu'à Siemens, ils vendront à GE. N'en déplaît au gouvernement, à Montebourg et ses sornettes patriotiques.

Quant au sort et aux intérêts des travailleurs, ils n'entrent ni dans les calculs des capitalistes ni dans ceux du gouvernement. De l'avis de spécialistes, le rachat par Siemens risquerait même d'entraîner plus de licenciements que celui de GE !

Le gouvernement se moque tout autant des travailleurs d'Alstom que des 11 000 salariés de GE qui travaillent en France. Il n'a d'ailleurs jamais rien trouvé à redire contre Alstom alors qu'il enchaîne, depuis dix ans, plan de licenciements sur plan de licenciements.

Qu'ils soient Français, Américains, Allemands, Chinois ou autres, tous les groupes capitalistes sont à mettre dans le même sac. Et les travailleurs de Belfort en savent quelque chose. Qu'ils travaillent chez Alstom ou chez GE, ils ont été confrontés aux suppressions d'emplois, aux restructurations, au chantage à la compétitivité. Seule différence... GE paye mieux qu'Alstom !

Comme l'a dit un ouvrier d'Alstom, « peu importe la couleur du bleu de travail, l'important est d'avoir du travail ». Alors, laissons les bonimenteurs de foire discourir sur l'indépendance de la France et pleurer sur la perte des fleurons français. Ils ne sont bons qu'à cela.

La seule marge de manœuvre que la bourgeoisie laisse au gouvernement, c'est de décider comment et par quels biais il fera payer la population. C'est un sale boulot, mais le gouvernement socialiste le fait sans rechigner.

Mardi, Valls présente au Parlement son plan de stabilité. Il est fier de sa copie et de ses ministres qui savent compter en milliards et enrober le tout avec des mots comme « justice sociale ». Regardez comment Marisol Touraine, ministre de la Santé, présente les dix milliards de coupes à réaliser dans la santé comme une chance pour moderniser les soins !

Mais, derrière ces chiffres, il y a des malades qui attendent des mois pour se faire opérer et qui seront plus nombreux demain. Il y a ceux qui sont poussés hors de l'Hôpital alors qu'ils ne

tiennent pas debout au prétexte de chirurgie ambulatoire. Il y a ces retraités étranglés par les hausses d'impôt et la vie chère qui se privent, réduisent leur chauffage, ne sortent plus.

Valls a fait un geste pour faire rentrer dans le rang quelques trublions socialistes : il ne touchera pas aux petites retraites et le plan pauvreté ne sera pas suspendu : vous parlez d'une avancée !

Qu'on soit retraité, en activité ou au chômage, nous sommes tous attaqués, jusqu'au plus pauvre. Si ce n'est par le gel des salaires dans la Fonction publique ou la désindexation des prestations sociales et des retraites, ce sera par les coupes dans les budgets des collectivités locales et des services publics.

Et tout cela pourquoi ? Pour que le grand patronat bénéficie de 40 milliards de baisse de cotisations et d'impôts, sommes que l'on retrouvera dans le casino capitaliste. Il faut dire non à cette politique !

Tant que Valls n'a affaire qu'aux couinements de quelques députés socialistes faciles à faire taire et à la passivité des dirigeants syndicaux, les mouvements de menton lui suffiront pour passer en force. Mais si, demain, le désaveu des classes populaires qui s'est exprimé aux Municipales s'exprimait dans la rue, il en irait tout autrement.

Pour dénoncer cette politique anti ouvrière et cet ordre social capitaliste qui fait des travailleurs des pions, il ne faut pas se contenter d'exprimer son dégoût envers le Parti socialiste, il faut manifester sa colère et défendre ses exigences.

Pour LO 65, F. Meunier